

Le discours des universitaires cardénistes du Michoacan: de la participation politique à l'exclusion (1930-1950)

*Sylvie Didou Ramírez Bonilla**

Introduction

L'opinion publique mexicaine partage avec les universitaires *michoacanos* l'idée que l'université *michoacana* de Saint-Nicolas de Hidalgo est une université à part. Cette singularité est plus symbolique qu'académique ou administrative; elle renvoie aux circonstances de l'histoire régionale et nationale, ainsi qu'à leur diffusion et à leur insertion dans l'idéologie nationaliste du Mexique. Le Michoacan a, en effet, une place prépondérante pour avoir été, à des titres divers, le banc d'essai d'événements aussi importants que la guerre d'indépendance au XIXe siècle ou le cardénisme au XXe siècle.

D'autre part, la création de son université fut l'un des premiers actes légaux promulgués en matière d'éducation supérieure par le gouvernement issu de la Révolution de 1910. Lorsque le général révolutionnaire, Don Pascual Ortiz Rubio, gouverneur du Michoacan, soumit ce projet au Congrès de l'Union, il suscita un débat politique national. Il rallia par contre à sa cause les universitaires *michoacanos* potentiels, qui, afin de réaliser ce projet qui leur tenait à coeur, conclurent une alliance de circonstance avec des secteurs politiques aussi divers que les libéraux, les silvistes et les socialistes. L'université qui surgit de ce contexte houleux fut cependant une université traditionnelle, libérale, qui professait les principes du positivisme. Son originalité ne résidait pas tant dans sa forme que dans le phénomène qu'elle avait provoqué: l'intervention directe des intellectuels dans la sphère du politique.

I. Le gai discours du socialisme

En 1920, le général Mugica devint gouverneur du Michoacan. Il s'employa à fortifier l'alliance du pouvoir et du savoir et à utiliser celui-ci à des fins de soutien politique. En imposant une hiérarchie universitaire sensible aux thèses socialistes - ou plus exactement mugiquistes - qu'il défendait, il favorisa la diffusion de cette doctrine à tous les échelons de cette institution. Il offrit également, pour la première fois, aux intellectuels la participation au pouvoir et il développa à l'intérieur de l'université une sympathie pour la gauche. Quelques années plus tard, à partir de 1928, le gouverneur du Michoacan, le général Lazaro Cardenas, s'attacha à récupérer ce sentiment et pratiqua pour ce faire une stratégie d'ouverture, qui, en proposant à divers secteurs sociaux une participation politique, les gagnait à sa cause. Cette ouverture prit le nom de socialisme, justifiant historiquement l'accès de tous les groupes sociaux au politique, et établissant une continuité avec l'époque mugiquiste. En ce qui concerne les universitaires *michoacanos*, cette politique porta ses fruits: dans les années 30-40, la majorité se déclarait socialiste et affirmait partager les options de Cardenas, incarnation de ce socialisme, au point que la plupart de ces intellectuels étaient socialistes et cardénistes ou socialistes parce que cardénistes.

Cette adhésion à un leader politique entraîna évidemment la politisation de l'université du Michoacan à un double niveau: à l'intérieur de l'université, les intellectuels cardénistes tentèrent d'obtenir la révision des objectifs pédagogiques et de contrôler l'administration universitaire. Cette lutte pour le pouvoir se répercuta évidemment à l'extérieur, dans la mesure où l'université était une institution de poids, qui, en tant que telle, pouvait modifier le jeu politique si elle se définissait précisément en faveur d'un parti. C'était d'ailleurs en vertu de critères politiques que se constituaient les

* CEMCA, Université de Paris I (Sociologie).

associations tant étudiantes que professorales: ainsi, en avril 1932, dans sa déclaration de principes, la Société des Professeurs du Collège de Saint-Nicolas défendit-elle l'école socialiste dans une optique de changement social et politique: "Le travail de l'université doit tendre à l'industrialisation du pays, aux conquêtes ouvrières par le biais de l'appropriation des fonds et des moyens de production jusqu'à la constitution de l'Etat socialiste¹." C'est pourquoi, lorsque le général Cardenas quitta le Michoacan afin de préparer sa campagne présidentielle, son successeur, le général Benigno Treviño, partisan du général Serrato, n'eut de cesse de contrôler l'université. Ce contrôle fut à la fois réel et illusoire. Mettant à profit les facultés données au gouverneur local par la Loi Organique de 1917, Treviño imposa un recteur de son choix et tenta de freiner la montée des cardénistes dans l'université, en promulguant la Loi Organique de 1933; cette situation instaura un rapport de forces dans l'université, rapport qui reflétait l'opposition entre serratistes et cardénistes au niveau national et qui isolait la hiérarchie universitaire de la majorité des universitaires. L'antagonisme était bel et bien politique, puisque les diverses factions se définissaient en termes politiques et avaient des consignes de cet ordre.

La mort du général Serrato, son remplacement par un cardéniste, le général Gildardo Magaña, et l'élection à la présidence de Cardenas modifièrent les rapports de forces internes et externes; cependant, bien que le recteur anticardéniste ait été remplacé par un recteur plus représentatif des universitaires, la Loi Organique, conçue comme un instrument de contrôle du cardénisme naissant et perçue comme telle, ne fut pas abrogée. La multiplication des associations socialistes (Université Socialiste, 1937; Groupe Révolutionnaire des Universitaires Socialistes, 1937) et de journaux aux titres plus politiques que pédagogiques² ("Garibaldi", 1934; "Gauche", 1936; "Lutte", 1937; "Université Socialiste") indiquait, dans ce contexte, à la fois un fait (la force du socialisme dans ce milieu) et un objectif (obtenir la révision de la Loi Organique). Le socialisme pour les universitaires *michoacanos* était certes une façon d'afficher une appartenance politique mais il était défini par des critères plus régionaux qu'historiques.

Sui generis, il se référait à Hidalgo et à Lénine et faisait coexister, comme le discours cardéniste lui-même, des notions définies par le matérialisme historique (Lutte des classes, Impérialisme) et des notions caractéristiques de ce qui sera classifié ultérieurement comme un discours populiste (Nation, Peuple). Ce socialisme véhiculait des notions morales plus que politiques (le Renouveau, l'Entraide) et maniait volontiers le symbole romantique: "Jeunesse rouge" (1934), "Camarade" (1938), sont des titres représentatifs de l'hémérographie de l'époque. Cet amalgame de notions ne l'empêchait pas de remplir sa fonction principale qui était, non de dénoncer les sources hétérogènes auxquelles s'alimentait le cardénisme, mais au contraire de manifester une symbiose avec l'Etat, qu'officialisa la Loi Organique de 1939. Celle-ci, en réponse à une demande des universitaires, entérina une alliance entre le pouvoir central, le pouvoir local du cardéniste Gildardo Magaña et l'université. Elle légalisa une option politique et pédagogique majoritaire, qui, dans les années précédentes, s'était imposée et légitimée dans sa référence à l'autorité (gouvernement et Etat cardénistes) mais qui aspirait à une reconnaissance juridique et institutionnelle. Cardéniste avant que le pays entier ne le fût, l'université du Michoacan était reconnue dès lors comme un modèle; elle obtint un statut social, politique et économique privilégié³. Par la volonté même des universitaires, l'université devint le porte-voix de l'Etat: Natalio Vazquez Pallares, élu recteur à la suite du mouvement de réforme universitaire de 1939 et auteur de la Loi Organique, connue sous le nom de "Loi Natalio", qualifia cette lutte de "lutte ouverte des universitaires pour conquérir la nouvelle définition idéologique de l'enseignement supérieur dans l'Etat"⁴. L'université du Michoacan se situa réellement, légalement et symboliquement dans le sillage du cardénisme et elle fut consacrée dans l'opinion publique comme une anti-UNAM, foyer virulent d'opposition au gouvernement.

Paradoxalement, cependant, la Loi Organique de 1939 substitua un décalage à un autre. Elle annula certes la distorsion entre la situation concrète de l'université et sa situation juridique. Mais ce réajustement du droit sur le fait eut lieu au moment où la situation politique nationale se transformait. L'université du Michoacan fut reconnue d'idéologie socialiste un an avant l'arrivée à la présidence du général Avila Camacho, qui supprima, en 1946, l'éducation socialiste.

1. J. BONAVID - *Historia del Colegio de San Nicolás de Hidalgo*, p. 339.

2. Dans les années 20, les professeurs publiaient des revues essentiellement pédagogiques: *L'Ecole de demain*, 1921; *L'Enseignement*, 1923; *Sciences et littérature*, 1926. Les journaux étudiants qui se voulaient de propagande politique (*Emeute*, 1924; *Le Devoir Social*, 1925), recrutaient un personnel récurrent et avaient une diffusion limitée.

3. C'est à partir de 1935 que l'U.M. reçoit une aide financière de l'Etat. Celle-ci augmenta considérablement à partir de 1939.

4. N. VAZQUEZ PALLARES - *Hacia la reforma universitaria*, p.7, éditions de Extensión Universitaria, Morelia, Michoacan, 1939.

La situation de l'université du Michoacan n'exprima plus alors le rapport de forces qui prévalait dans le pays. Les universitaires du Michoacan cessèrent de produire un discours propre. Ils organisèrent leurs discours en fonction de ceux de l'Etat, essayant de répondre aux accusations et de s'en défendre. Ils ne mettaient cependant pas en question le bien-fondé de celles-ci. Il ne s'agissait désormais plus pour eux de proclamer qu'ils pouvaient et devaient participer à la vie politique, mais de préserver un droit menacé à l'expression, et même à l'existence.

II. Définition ou indéfinition du "socialisme cardéniste"

Cependant, la courte période durant laquelle joua l'accord entre l'Etat cardéniste et l'université du Michoacan influença considérablement l'avenir de cette institution puisqu'elle forgea définitivement ses principes et ses lignes d'action. Ceux-ci perdurèrent quand eurent disparu les conditions qui les avaient produits. La démocratie universitaire, l'autodétermination restèrent des demandes caractéristiques des héritiers du cardénisme, de la gauche *michoacana*, malgré le renouvellement de ses membres. La seule notion qui, le temps aidant, changea de statut, fut celle d'autonomie, demande réactionnaire dans les années 30, de gauche dans les années 60. La conformation de l'idéologie progressiste de l'université du Michoacan est particulièrement perceptible dans un texte inaugural, le discours prononcé le 5 février 1939 par le recteur Natalio Vazquez Pallares lors de son entrée en fonction: officiellement, l'université était conçue comme une communauté, unie par des intérêts tant pédagogiques que politiques et elle était axée sur deux pôles: étudiants⁵ et recteur. Un rapport de forces particulier s'instaura dans l'université du Michoacan: l'importance donnée aux étudiants, au détriment des professeurs, s'inscrivait dans la droite ligne des demandes étudiantes du mouvement de Cordoba, en Argentine, en 1918, qu'avaient reprises les mouvements latinoaméricains de réforme universitaire. Politiquement classifiable, cette répartition du pouvoir entre les divers secteurs qui composaient l'université polarisa désormais les antagonismes entre les partisans de la distribution traditionnelle et ceux de la participation; ce choix renvoyait lui-même à une vision politique globale, car le phénomène rappelait l'existence du moment politique qui avait permis sa réalisation. Il était donc ainsi défini et sa permanence

défiait les orientations de la politique éducative post-cardéniste. Cette aspiration étudiante fut satisfaite parce qu'elle constituait l'une des revendications importantes du mouvement de 1939; mais elle avait pris cette importance en partie parce que le cardénisme développait une mystique de la jeunesse⁶. Par ailleurs, l'organisation pyramidale de l'université (masse étudiante et recteur) reproduisait l'organisation mise en place par le cardénisme à travers les syndicats par exemple, l'identification d'une communauté à un leader, qu'elle reconnaît ou répudie, dont elle fait le bouc émissaire de ses conflits ou de ses échecs.

La fin des années 30 signifia également la modernisation du discours pédagogique universitaire qui s'écarta définitivement du discours libéral. La conception libérale de l'éducation (former une oligarchie intellectuelle de médecins, avocats, etc.) fut vivement attaquée, quoique l'université n'ait pas cessé de produire des cadres. Ceux-ci étaient plus adaptés aux nécessités du marché du travail et aux besoins économiques nationaux. C'est dans cette perspective que Lazaro Cardenas ouvrit l'Ecole d'Ingénieurs et c'est dans cette perspective de contribution au développement du pays qu'il conçut l'université. L'université du Michoacan accepta cette "inévitabilité de former des travailleurs qualifiés et des spécialistes capables d'assumer avec efficacité la participation permettant aux masses prolétaires et à notre pays de tirer profit des richesses qui leur reviennent de droit"⁷: les autorités universitaires et les étudiants menèrent une politique d'ouverture vers le "peuple", par un journal mural "Labor", qui divulguait le matérialisme historique, par des cours du soir, des aides juridiques et médicales gratuites. L'université mit au point également un système de bourses pour les étudiants les plus démunis et un système de "mai-

6. Dans les discours cardénistes, toutes les catégories normalement exclues du discours politique en deviennent les références, ce qui donne l'illusion d'une participation, illusion renforcée par l'encadrement de ces catégories par les syndicats et organisations officielles. Le discours cardéniste donna aux universitaires une place privilégiée et fit de la jeunesse une catégorie socialement reconnue, et les définit comme des interlocuteurs du pouvoir: "Ni enflés par le pouvoir, ni égoïstes, les hommes de la révolution tendent fraternellement la main aux universitaires pour leur montrer le chemin parcouru et ce qui reste à faire à l'humanité dans sa lutte constante pour son amélioration.

Et il est temps que les jeunes prennent leurs responsabilités historiques et même rectifient les lignes et les procédés de notre gestion, mais que cette rectification signifie toujours une éternelle rénovation, une transformation et une épuration constantes, orientées par la définition toujours plus claire et précise de justice sociale." Rapport au Congrès de l'Etat de Michoacán, 15 septembre 1932, in *Ideario Político de Lázaro Cárdenas*, p. 229.

7. Discours du Lic. Ignacio García Tellez, in *Socialización de la Cultura*, p. 38.

5. Significatif est le fait que ce soit un étudiant, David Franco Rodríguez, qui ait reçu le serment du recteur Pallares lors de son entrée en fonction.

Universidad Socialista

PERIODICO ESTUDIANTIL

Registrado como articulo de segunda clase con fecha 7 de enero de 1938.

AÑO I

Morelia, Mich., 28 de enero de 1938.

NUM. 2

sons d'étudiants" qui logeaient et nourrissaient les boursiers; celles-ci constituaient des lieux où la propagande cardéniste trouvait un terrain favorable, et formaient le noyau le plus politisé de l'université, le plus marqué à gauche.

Cependant, la doctrine d'Etat sur l'éducation se modifia profondément dès le sexennat d'Avila Camacho. Quoique conservant une référence historique au cardénisme, et employant les mêmes termes (le Bien de la Nation, la Patrie, le Peuple), le discours officiel postérieur occulta la partie la plus "révolutionnaire" de ce discours (Proletariat, Socialisme, Lutte des classes). Il simula une continuité avec un discours amputé mais en développa seulement un aspect: celui de l'industrialisation et du progrès, qu'il liait à un développement capitaliste. Par contre, l'université du Michoacan tenta de conserver un discours cardéniste polémique, non expurgé. Aux héritiers politiques du populisme cardéniste s'opposèrent les héritiers intellectuels du socialisme cardéniste; l'accord passé au début des années 30 entre le pouvoir et l'université se transforma peu à peu en une "neutralité oppositionnelle", qui, dans les périodes de calme, aboutit à une certaine dépolitisation, et, en période de conflit, à une opposition de plus en plus violente avec les instances du pouvoir. En rappelant l'harmonie qui régnait entre université et cardénisme et en la comparant avec les crises ultérieures (1943, 1949), l'université formulait implicitement une critique de la forme de l'Etat de l'époque. Le gai discours du socialisme disparut au bénéfice d'un discours "cardéniste". La théorie politique céda la place à une allégeance personnelle. Lorsque le président devint l'ex-président, les changements d'orientation imposés par ses successeurs situèrent le discours des universitaires du Michoacan en porte-à-faux.

III. De la glorieuse université Nicolaïte au nid d'agitateurs

A partir de la fin des années 40, on constate que la perception sociale que le pays avait de l'université du Michoacan se modifia considérablement. Ce changement n'était pas réellement fonction d'une transformation interne de l'université; il provenait au contraire de l'attachement des universitaires *michoacanos* à un certain type de discours et d'action politique, qui ne correspondait plus à la conjoncture. Dans les années 50, l'université du Michoacan continua à intervenir dans la sphère politique mais de façon différente: devenue un lieu conflictuel sur le plan interne (la gauche n'avait plus la majorité absolue et devait lutter pour maintenir son emprise sur l'université), elle cessa d'être un symbole reconnu par l'Etat et les médias. A la contestation larvée de l'université du Michoacan contre l'Etat, correspondit une réaction de l'Etat national et du gouvernement local. L'Etat répondit à cette opposition latente par diverses offensives. Directement, il imposa un rapport de forces en tranchant les problèmes de façon violente. Indirectement, il intervint au niveau des médias afin de modifier l'image de l'université *michoacana* dans l'opinion publique: c'est l'époque où les journaux nationaux et locaux commencèrent à diffuser une image négative de l'université, foyer d'agitateurs et de subversion. Elle apparut désormais comme une institution en crise, éclatée et inefficace. C'est également l'époque où le pouvoir eut recours à une notion qui, dans le contexte national, était synonyme d'exclusion et qu'il att-

cha à l'université du Michoacan, celle de communisme. Le discours de l'université du Michoacan, qui s'efforçait de conserver une référence au socialisme cardéniste, fut supplanté par le discours officiel dont il subit l'influence. Le glissement était plus politique que linguistique. C'était le passage de la légalité à l'illégalité potentielle, de la participation proposée au rejet imposé; on aboutit au conflit de 1949 qui opposa la communauté universitaire au gouvernement local de José Maria Mendoza Pardo. Bien qu'ami personnel du général Cardenas, celui-ci appliqua la politique de l'Etat alemaniste. Durant son administration, le budget de l'université stagna, ce qui montrait la volonté de contrôler celle-ci par une pression économique, ou, tout au moins, de réduire son importance. Le conflit de 1949 fut donc le premier affrontement direct de l'université avec une instance de pouvoir extérieure. Auparavant, en 1943 par exemple, le conflit était médiatisé; il se réglait par personnes interposées, à l'intérieur de l'institution, entre les membres de l'université qui se disputaient le contrôle interne, selon leurs options politiques.

Cependant, les discours universitaires à la fin des années 40 n'éclairaient pas la nature du conflit. Bien au contraire, face aux tentatives visant à rejeter leur mouvement dans l'illégalité, les universitaires proclamaient et leur respect du Droit et leur apolitisme. A partir de ce moment, la Constitution devint une référence primordiale, puisqu'elle représentait le seul texte politique auquel un discours d'opposition pouvait légitimement se référer. Celui des intellectuels *michoacanos*, pour exister, se situa donc dans le conformisme et fut gouverné par les références qui légitimaient le discours politique topique du Mexique: monsieur le Président, les Héros de l'Indépendance. Les déclarations des dirigeants étudiants, lors du meeting du 3 août 1949, sont significatives: tout en exigeant la suspension des pouvoirs dans le Michoacan, c'est-à-dire la mise entre parenthèses provisoire de l'autorité désignée par l'Etat, ils restreignaient leurs exigences en attaquant le gouverneur en tant qu'individu et non en tant que haut fonctionnaire qui exécutait une politique précise. Quel que fût le secteur étudiant qu'ils représentaient, ils proclamaient leur apolitisme: "L'attitude des étudiants était purement étudiante et ils n'appartenaient à aucun parti"⁸, et prenaient comme arbitre suprême l'Etat incarné: "Nous ne sommes pas des communistes car, au cas où nous le serions, le président de la République le serait aussi, lui qui professe nos principes et nos idéaux"⁹. Même des associations étudiantes proches du parti communiste, comme la Confédération des jeunes Mexicains, n'insistaient guère sur les références au cardénisme, à la gauche; elles réactivaient plutôt des symboles patriotiques de l'Etat, identifiant Mendoza Pardo à Santa Anna, les étudiants aux Enfants Héroïques¹⁰.

Parallèlement, leur analyse de la situation renvoyait à une position plus morale que politique de la société. Ils invoquaient la justice, l'innocence et la générosité de la jeunesse, et le sang versé puisque deux étudiants furent tués le 29 juillet 1949, lors d'une manifestation. Ils utilisaient, comme leurs adversaires politiques, des notions qui, si elles indiquaient une appartenance politique, ne l'exprimaient pas directement. Deux discours coexistaient, indiquant une fissure dans le consensus national que Cardenas avait réalisé une décennie auparavant: celui de la justice et celui de l'ordre, qui proposaient des orientations diverses quant à l'avenir du pays. Malgré cette prudence, cependant, la presse interprétait l'affrontement en termes politiques et l'opinion publique le recevait ainsi. Cette neutralité du discours, qui ne reflétait pas la violence de l'affrontement, obéissait cependant à une conjoncture qui tendait à marginaliser ce qui se définissait comme la gauche intellectuelle, et à une concentration du pouvoir entre les mains d'une classe politique. Relégués au second plan, puisqu'ils se refusaient à justifier idéologiquement un régime qu'ils commençaient à qualifier de réactionnaire, les intellectuels *michoacanos* maintinrent cependant un discours moins politique que leur action. Alors que les conflits débouchaient sur des crises et que celles-ci se radicalisaient dans leur déroulement, les discours tentaient de dédramatiser les événements, afin de préserver un minimum d'efficacité, et d'obtenir une certaine audience, fût-elle limitée. En effet, l'Etat, de par les moyens dont il disposait, avait situé l'université du Michoacan dans une position défensive puisqu'il fallait à celle-ci à la fois expliquer les raisons des mouvements qui l'agitaient et répondre aux accusations lancées contre elle; par leur nature, celles-ci justifiaient d'avance tout type de répression, car si un conflit régional pouvait être résolu régionalement, "un complot communiste" mettait en jeu la sécurité nationale. Cette situation explique donc en partie que le discours des intellectuels universitaires ait été un discours d'explication autant que de revendication, prenant un sens autant par ce qu'il taisait ou niait que par ce qu'il exprimait, ses auteurs étant gouvernés par la crainte de l'exclusion qu'impliquait la notion de communisme. Synonyme de "hors la loi", cette notion structurait les discours politiques quelle que fût leur provenance,

8. Déclaration de Jesus Arreola Belman, représentant de l'U.M. lors du meeting du 3 août 1949. Rapport du sous-directeur fédéral de la sécurité, lieutenant-colonel Manuel Mayoral Garcia, sur le meeting du 3 août 1949. Document No.534 9/1 extrait 3. Archives Générales de la Nation.

9. Déclaration de Salvador Campero, représentant des étudiants. *idem*.

10. Déclaration de José Hernandez. *idem*.

puisqu'ils l'utilisaient comme accusation ou la niaient comme charge. De son émission à sa réception, la notion était donc totalement négative, comminatoire. Dans les années 30, la revendication du socialisme indiquait une continuité avec l'Etat et révélait une coïncidence avec le pouvoir. Dans les années 50 et dans le contexte de la guerre froide, la disparition de la notion de socialisme, son remplacement par celle de communisme indiquaient le renversement de la situation, le rejet des options de gauche comme alternatives possibles. Toute critique était dissidence politique, et le politique devenait le propre d'un groupe de plus en plus réduit. La neutralité était la condition *sine qua non* de l'expression. En s'autodéfinissant comme les héritiers d'une tradition patriotique incontestable, en privilégiant les concepts de Patrie, de Mexicanité et de Peuple par rapport à ceux d'Impérialisme et de Prolétariat, les universitaires préservèrent un droit limité à la parole; leur discours rendait publique l'existence, sinon la nature, d'un conflit dont les répercussions agitaient l'ensemble de la société et que les institutions cherchaient à circonscrire concrètement et symboliquement, par l'action et le langage.

Conclusion

Les discours politiques tant des politiciens que des universitaires se transformèrent profondément durant la période 1930-1960. Dans les années 30-40, le recours au vocabulaire politique était incessant, même si celui-ci était hétérogène et faisait coexister matérialisme historique, socialisme et populisme. Dans les années 50-60, les discours politiques utilisèrent paradoxalement la rhétorique morale de la vertu et celle de l'indignation: plus que le vocabulaire politique classique, elles renvoyaient à une conception manichéiste et exclusive du pouvoir, qui niait toute option politique qui ne fût celle de l'Etat et indiquait une concentration du pouvoir entre ses mains. Le nationalisme s'imposa comme la seule doctrine viable. Aucune déclaration de type politique - qu'elle fût émise par un parti politique constitué ou par un groupe qui, comme les universitaires *michoacanos*, en certaines circonstances, en jouait le rôle - n'échappait, à cette époque, à l'hégémonie du discours dominant. Les discours d'opposition aussi recouraient aux thèmes mêmes du discours du pouvoir et se développaient selon les schémas que celui-ci avait imposés (la neutralité politique apparente) et qui justement le différenciaient de ce discours cardéniste si encombrant. Les discours de l'université *michoacana* existaient, eux aussi, dans ce contexte et oscillaient entre l'acceptation et le refus du consensus social; ils recherchaient, non plus une participation au pouvoir qui leur était niée, mais une reconnaissance à un droit de contestation partielle,

qu'ils s'efforçaient de limiter au domaine universitaire. Ainsi, dès 1949, les universitaires *michoacanos* assurèrent au président de la République qu'ils accomplissaient, avant toute chose, leur fonction sociale et que leur mécontentement ne s'exprimait pas au détriment de celle-ci: "Les universitaires *michoacanos* vous assurent que leur attitude énergique de défense de leurs droits les plus élémentaires n'implique en aucune façon la suspension de leurs travaux dans l'enceinte universitaire, ni de leurs démarches destinées à obtenir une amélioration de la situation économique de l'institution, car ils ont la ferme conviction qu'avec leur travail et le strict accomplissement de leurs devoirs, ils pourront donner à l'université le degré d'excellence humaine et morale qui lui revient dans la société dans laquelle elle est"¹¹. Cependant, s'ils ne manifestaient plus aussi clairement leur appartenance à la gauche, ils ne produisaient pas non plus un discours d'adhésion au nouveau pouvoir, si ce n'est dans quelques secteurs, encore peu importants, et concentrés, dans les années 60, dans des facultés précises.

A l'époque qui nous intéresse, l'université du Michoacan était encore majoritairement cardéniste. Cependant, la censure et l'autocensure réduisirent les dimensions de la dissension et y substituèrent un discours qui recherchait la neutralité, qui insistait sur des thèmes affectifs (Patrie) et idéologiques (Liberté). Le seul aspect qui déjà apparaissait dans les discours des années 30, que le discours des années 50 reprit et développa, fut celui de la légalité. La Constitution devint la référence perpétuelle de tout discours d'opposition, puisqu'elle seule le justifiait. Cependant, les discours des universitaires *michoacanos*, du fait même qu'ils existaient et exprimaient les conflits, manifestaient sinon l'impérialisme du système, tout au moins son dysfonctionnement partiel; ils indiquaient la détérioration de la relation entre l'Etat et les intellectuels. Après 1958, le ressurgissement politique de la gauche, l'exacerbation des antagonismes sociaux et le durcissement d'un Etat qui privilégiait la répression comme méthode de gouvernement modifièrent l'appréhension de celui-ci. Les vecteurs et les références du discours intellectuel se transformèrent (ressurgissement des notions de Prolétariat, de Lutte des classes, d'Education pour le peuple) et les intellectuels commencèrent à s'interroger sur la nature et le fonctionnement de l'Etat; les universitaires retrouvèrent les interrogations d'un "discours de gauche", après l'intermède du discours réformiste ou apolitique.

Février 1985

11. Lettre de la Commission Universitaire *michoacana* au Président de la République, du 29 juillet 1949, Document No.534 9/1, extrait 1.